

Entretiens sur le commerce au Royaume-Uni

Le ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher a eu le 10 février à Londres des entretiens avec le député et secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie, M. Paul Channon. Lors d'un déjeuner, M. Kelleher a prononcé une allocution devant environ 150 hauts représentants du secteur financier et du monde des affaires londoniens. En outre, il a convoqué à une table ronde les chefs de mission et principaux délégués commerciaux canadiens chargés de nos exportations dans les douze plus importants marchés d'Europe de l'Ouest.

Ces rencontres avaient pour but de souligner le message selon lequel l'Europe est une composante clé de notre stratégie commerciale nationale. L'Europe occidentale importe chaque année environ 500 milliards de dollars de biens et de services en provenance de pays situés hors de la zone de libre-échange (à savoir la Communauté européenne et l'Association européenne de libre-échange). En 1984, les exportations canadiennes à destination de cette zone se sont élevées à 8,1 milliards de dollars, ce qui représente 1,6 % du marché. Aussi, les possibilités de croissance sont-elles vastes.

M. Kelleher a rencontré les hauts représentants canadiens auprès des douze principaux marchés d'exportation afin d'évaluer les nouveaux débouchés qui devraient s'ouvrir grâce aux taux de change plus favorables et à la croissance de l'économie européenne. Cette rencontre avait pour objet de préparer un plan d'action qui permettra au Canada de tirer pleinement parti de sa plus grande

compétitivité sur les marchés européens.

Dans son allocution devant les représentants du monde des finances et du monde des affaires, M. Kelleher a insisté sur l'importance que revêtent le Royaume-Uni et l'Europe en tant que partenaires commerciaux du Canada. Actuellement, le Royaume-Uni est notre troisième client et notre deuxième source d'investissements étrangers. Le ministre a souligné que « . . . les intérêts commerciaux (du Canada) sont globaux et que tout accord conclu avec les États-Unis doit être compatible avec nos obligations envers nos partenaires commerciaux et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ». M. Kelleher a mis en relief l'intérêt accru du Canada en faveur d'une plus grande coopération industrielle avec le Royaume-Uni et a souligné que le premier poste de conseiller aux investissements avait été créé au Haut-commissariat à Londres, afin d'aider les entreprises britanniques désireuses d'investir au Canada.

Au cours de ses entretiens avec M. Paul Channon, le ministre a souligné le désir du Canada de renforcer ses liens commerciaux avec le Royaume-Uni et la Communauté européenne. Il a insisté sur le rôle précieux que le Royaume-Uni peut jouer dans la promotion de nos intérêts en Europe et a exprimé le souhait que nos liens commerciaux et industriels se resserrent encore davantage.

M. Kelleher a ensuite quitté Londres pour se rendre en visite officielle à Singapour, en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et à Hong Kong.



M. Kelleher s'entretient, à Londres, avec le sous-ministre adjoint au Commerce, M. Joseph Stanford, avant la réunion des chefs de missions et principaux délégués commerciaux de douze missions du Canada en Europe occidentale.

Relations avec le Pérou

Le Premier ministre et ministre des Finances du Pérou, M. Luis Alva Castro, et le ministre péruvien des Affaires étrangères, M. Allan Wagner Tizon, ont effectué du 10 au 12 février une visite officielle au Canada pour discuter des questions bilatérales et internationales qui préoccupent nos deux pays.



Le premier ministre Mulroney (à droite) s'entretient avec le premier ministre Alva Castro.

Au cours de rencontres avec le premier ministre Brian Mulroney, le ministre des Finances, M. Michael Wilson, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark et le ministre des relations extérieures, M^{me} Monique Vézina, les ministres des deux pays ont passé en revue la situation économique globale, y compris le problème de l'endettement extérieur des pays en développement, la montée du protectionnisme et la détérioration des termes de l'échange en raison de la chute des cours des produits de base.

Nos représentants ont dit apprécier le rôle joué par le Pérou en appuyant le processus de Contadora par l'entremise du Groupe de Lima, et espérer que les discussions régionales mènent à un règlement durable des tensions. Le Canada considère l'initiative de Contadora comme le meilleur moyen d'obtenir la réconciliation dans la région, et juge qu'elle mérite un ferme appui international.

Le Canada fournira un important soutien économique par le biais du programme de coopération publique au développement. Les ministres Alva Castro et Vézina ont signé une nouvelle ligne de crédit de 4,8 millions de dollars canadiens pour l'achat au Canada de quelque 10 000 t d'engrais et l'envoi de matériel de télécommunications au profit de 33 localités rurales situées dans les Andes.

BPM

Canapress